

Monsieur le Président de la République,

Votre gouvernement a décidé d'une nouvelle réforme des retraites, et le projet va passer à l'Assemblée Nationale à partir du 7 octobre. Cette nouvelle réforme s'inscrit en droite ligne dans la réforme Fillon de 2010, et avant cela, des réformes de 2007, 2003 et 1995.

Vous reprenez le refrain tellement entendu du « *on vit plus longtemps, on doit travailler plus longtemps* ». Cette phrase est la négation de tout progrès social. La durée de vie en bonne santé est en baisse. La situation de l'emploi ne fera que convertir des retraités en chômeurs. Les conditions de travail de plus en plus dégradées obligeront nombre de salariés à s'arrêter avec des trimestres non validés et des décotes. Et les jeunes, entrant de plus en plus tard de l'emploi, ne pourront prétendre à une retraite avant un âge canonique.

Est-ce bien cela que vous voulez ? Des salariés appauvris qui auraient pu partir décemment en retraite et qui deviendront des chômeurs, des malades du travail ou des retraités pauvres.

Vous savez que les arguments économiques en faveur de telles réformes sont des contre-vérités, et que les multinationales de l'assurance, profitant du désarroi des salariés, visent à remplacer peu à peu la sécurité sociale et les mutuelles. Vous savez que les cadeaux au patronat, les exonérations de cotisations sociales dont il bénéficie, les 50 milliards (au bas mot) d'euros d'évasion fiscale pourraient largement combler les déficits actuels et futurs.

Vous savez que le surcoût du capital et l'austérité interdisent toute relance qui permettrait de dynamiser l'emploi, avec des cotisations sociales en augmentation.

Vous avez dit, en janvier 2012, au Bourget, que « *votre seul ennemi (était) la finance* ». Nous ne disons pas autre chose. Nous nous battons pour redonner du sens à une société qui détruit l'emploi, qui dévalorise le travail, qui sanctifie le profit et la concurrence en oubliant la justice sociale et la solidarité intergénérationnelle.

Nous sommes un collectif de syndicalistes, de militants politiques et associatifs, de citoyen-ne-s et nous vous interpellons pour vous demander de renoncer à votre réforme et de revenir sur celles de vos prédécesseurs. Nous voulons revenir à la retraite à 60 ans (que le gouvernement Mauroy avait instaurée) et aux 37 annuités.

Certain-e-s d'entre nous ont voté pour vous en pensant voter à gauche. Il serait grand temps d'écouter le mouvement social, plutôt que le MEDEF. La balle est dans votre camp !



Nom :

Prénom :

Signature :

Collectif unitaire régional retraites 2013 : ATTAC Lille, Villeneuve d'Ascq et Roubaix, Ligue des droits de l'Homme, Solidaires 59/62, FSU, CGT Educ'action 59, Parti de Gauche, NPA, Coordination communiste 59/62...